

Service Risques Naturels et Technologiques
Unité Départementale de la Haute-Corse
Route d'Agliani – Montesoro
20600 BASTIA

Bastia, le 07/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/10/2022

Contexte et constats

Publié sur 

EDF Dépôt intermédiaire (DPM)

Lieu dit pineto
20290 PORETTA

Code AIOT : 0020800046

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/10/2022 dans l'établissement EDF Dépôt intermédiaire (DPM) implanté Lieu dit pineto 20290 LUCCIANA. L'inspection a été annoncée le 26/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre du programme pluriannuel d'inspection, une inspection a été réalisée sur le site du dépôt pétrolier de la Marana (DPM) exploité par la société EDF SEI.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EDF Dépôt intermédiaire (DPM)
- Lieu dit pineto 20290 LUCCIANA
- Code AIOT : 0020800046
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- Ied : Non

Le dépôt pétrolier de la Marana (DPM) est exploité par la société EDF-SEI, les sociétés sous-traitantes sont regroupées au sein d'un groupement d'intérêt économique, le GIE DPM. Le site comporte deux réservoirs de stockage de fioul domestique d'une capacité unitaire égale à 7 270 m³ et 1530 m³. Le dépôt est alimenté par bateau via une canalisation enterrée. Il alimente, via une canalisation enterrée, la centrale électrique de Lucciana B d'EDF-PEI et les turbines à combustion de la centrale électrique Lucciana A exploitées par EDF-SEI.

L'encadrement réglementaire du site est assuré par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2005-347-2 du 13 décembre 2005 et l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2014-157-0009 du 6 juin 2014.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Rejets aqueux
- Mesures comparatives
- Surveillance des eaux industrielles
- Défense incendie
- Etude de dangers
- Plan des réseaux
- Identification des effluents

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 06/06/2014, article 4.3.7.1	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
4	Mesures comparatives	Arrêté Préfectoral du 06/06/2014, article 8.1.2 et 8.2.1.2	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
6	Surveillance des eaux industrielles	Arrêté Préfectoral du 06/06/2014, article 8.2.1	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Défense incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1	/	Sans objet
7	Etude de dangers	Arrêté Préfectoral du 06/06/2014, article 1.4.2 et 7.1.5	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 06/06/2014, article 4.2.2	/	Sans objet
2	Identification des effluents	Arrêté Préfectoral du 06/06/2014, article 4.3.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection qui s'est déroulée le 07 octobre 2022, sur le site de DPM, a mis en évidence des écarts de conformité à l'arrêté préfectoral du 6 juin 2004, pour lesquels les actions correctives suivantes doivent être apportées et justifiées, dans un délai de 2 mois :

- procéder à une mesure comparative, sur les effluents aqueux, de l'ensemble des paramètres prévus à l'article 4.3.7.1 tel que prévu à l'article 8.1.2 ,
- veiller à ce que l'ensemble des paramètres spécifiés à l'article 4.3.5.2 soient analysés, y compris les MEST, selon la périodicité de l'article 8.2.1.1,
- assurer le respect du volume maximum de rejet par bâchée fixé à 10m3. L'exploitant ayant indiqué que les conditions de rejet sont amenées à évoluer, un porter à connaissance des modifications apportées devra être fourni avec les éléments d'appréciation.

Dans les mêmes délais, les éléments d'informations suivants devront être transmis :

- la garantie de la représentativité des échantillons d'effluents traités prélevés pour analyse (dans le cadre de l'autosurveillance et des mesures comparatives),
- les justificatifs précisant les hauteurs de muret des rétentions retenues pour le calcul de cubatures joint en annexe 1 de la note de dimensionnement incendie,
- concernant la notice de réexamen quinquennal de l'étude de dangers, les précisions suivantes :
 - les réponses aux observations émises sur le document voir fiche de constat n°7,
- les dispositions prises pour :
 - maintenir 100 % du remplissage du réservoir d'eau incendie,
 - améliorer l'indication du volume présent sur la cuve d'émulseur,
 - s'assurer en permanence de la disponibilité du second PTI,
 - les modalités de surveillance (matériel, plage d'acceptation, incertitudes, temps de réponse...), utilisée pour la vérification annuelle des détecteurs de flamme.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2014, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Effluents aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 4.2.2. Plan des réseaux Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none">• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...);• les secteurs collectés et les réseaux associés ;• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, ...);• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats : Un plan des réseaux mis à jour a été fourni le jour de l'inspection. Il fait notamment apparaître les secteurs collectés et les réseaux associés, l'installation de traitement interne et l'obturateur de rejets automatique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Identification des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2014, article 4.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Effluents aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 4.3.1. Identification des effluents et de leurs points de rejet Les effluents liquides du dépôt de la Marana sont séparés en trois catégories : <ul style="list-style-type: none">- Les eaux industrielles (eaux huileuses issues des rétentions du FOD, de la zone de dépotage, de la zone de pomperie fioul et des pompes de relevage des eaux de pluie) ;- Les eaux pluviales (eaux issues des autres secteurs comme la zone de voirie, les zones non revêtues ou les toitures) ;- Les eaux sanitaires (eaux usées). Un décanteur-séparateur traite les eaux industrielles. Après le passage dans le décanteur, les eaux circulent dans une station de traitement où sont effectuées des mesures de température, de teneur en hydrocarbures et de pH. Si les teneurs ne sont pas conformes, l'eau est recyclée pour être traitée à nouveau. Une fois traitée, l'eau est stockée dans une bache de 30 m3 avant son rejet dans le canal de Fossone. Les eaux pluviales passent par un débourbeur avant d'être rejetées dans le canal de Fossone. Constats : Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées issues des rétentions des bacs, des tuyauteries et sur la zone de dépotage camion ainsi que les épanchements accidentels au niveau de la pomperie, sont dirigées vers un bassin de décantation avant transfert par pompage vers une station de traitement (3 niveaux de filtration par charbons actifs). Les effluents traités sont stockés dans une bache de 30 m ³ avant rejet dans la canalisation aboutissant au canal du Fossone. Les eaux pluviales issues des zones imperméabilisées situées à l'avant du site rejoignent le réseau des eaux pluviales via un débourbeur. Ce réseau dispose d'un obturateur de rejet automatique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2014, article 4.3.71
Thème(s) : Risques chroniques, Effluents aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 4.3.71. Rejets dans le milieu naturel Les eaux industrielles sont rejetées par bâchée d'un volume maximum de 10 m3. L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux industrielles dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies. Concentration (mg/l) : DCO 125 DBO5 30 Hydrocarbures 5 MEST 35 Chlorures 50 Cuivres et composés 0,5 Fer et composés 5 Zinc et composés 2 Plomb et composés 0,5
Constats : Dans le cadre de l'autosurveillance, les analyses sur les paramètres de rejets des effluents sont effectuées par le laboratoire Eurofins organisme accrédité COFRAC n°1-7086 notamment pour la réalisation des analyses physico-chimiques de la qualité de l'eau. Ces analyses sont effectuées avant chaque rejet par bâchée. Les bâchées ont un volume de 30 m3 correspondant au volume de la cuve de stockage des effluents traités. Ce volume est supérieur au volume maximum autorisé pour la bâchée fixé à 10m3. L'exploitant indique qu'il envisage de déposer un dossier de porter à connaissance relatif au projet de modifications du rejets des eaux traitées au bénéfice d'un rejet en continu. Il précise que le rejet par bâchée, dans les conditions prévues par l'arrêté, présente 2 inconvénients : - la non-représentativité des échantillons prélevés sur une bâchée de 10 m3 (dans un contenant de 30 m3) pour le contrôle de certains paramètres, - en cas d'intempéries, les rétentions associées aux cuves de stockages des hydrocarbures sont utilisées par les eaux pluviales en attente de traitement puis de rejet par bâchée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Mesures comparatives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2014, article 8.1.2 et 8.2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Effluents aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 8.1.2. Mesures comparatives Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse, ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'autosurveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés. Article 8.2.1.2. Mesures comparatives Les mesures comparatives mentionnées à l'article 8.1.2. sont réalisées selon la fréquence minimale suivante : -Température, PH, Hydrocarbures, MEST, DCO, DBO5 : 1 bâchée par trimestre (1) - Azote global, Phosphore total, Manganèse et composés, Chlorures, Cuivres et composés, Fer et composés, Zinc et composés, Plomb et composés : annuelle (1) Sans incident relevé sur une période annuelle, il pourra être procédé à un unique contrôle pour l'année
Constats : L'exploitant a fourni le rapport « Contrôle de la qualité des Eaux Résiduaire » du 06 décembre 2021, de la société DEKRA organisme, accrédité COFRAC n°1-1632 notamment pour la réalisation des analyses physico-chimiques et microbiologiques de la qualité de l'eau. Ce contrôle qui ne fait état d'aucun dépassement aux valeurs seuils fixés, ne concerne que les paramètres suivants : DCO, MES, DBO5 et hydrocarbures totaux. Les autres paramètres ne font pas l'objet de ce rapport. Par ailleurs, concernant l'échantillon analysé, le rapport précise qu'il a été prélevé par la société DPM. Lors de l'inspection, il a été constaté que le point de prélèvement des échantillons analysés est situé au niveau bas de la cuve de 30 m ³ , assurant le stockage des effluents traités en attente de rejet. L'eau et les hydrocarbures étant non miscibles, ce positionnement ne permet pas de garantir la représentativité de l'échantillon.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1
Thème(s) : Risques accidentels, Dimensionnement incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : 43-1. Stratégie de lutte contre l'incendie.</p> <p>L'exploitant élabore une stratégie de lutte contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de se produire dans ses installations et pouvant porter atteinte, de façon directe ou indirecte, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. [...] Cette stratégie est formalisée dans un plan de défense incendie. Ce plan comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> -les procédures organisationnelles associées à la stratégie de lutte contre l'incendie. Cette partie peut être incluse dans le plan d'opération interne prévu par l'article R. 181-54 du code de l'environnement, lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document ; -les démonstrations de la disponibilité et de l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie vis-à-vis de la stratégie définie, demandées à l'article 43-2-3 et au deuxième alinéa de l'article 43-3-1 du présent arrêté. Cette partie peut être incluse dans l'étude de dangers du site ou dans le plan d'opération interne de l'établissement lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document. -en cas de présence de stockage en récipients mobiles, l'attestation de conformité du système d'extinction automatique d'incendie accompagnée des éléments prévus à l'article VI-5-III et au point IV de l'annexe V de l'arrêté du 24 septembre 2020 ou, le cas échéant, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé aux points III de l'article VI-5-III et aux point I. B, II ou III de l'annexe V de l'arrêté du 24 septembre 2020. <p>Constats : Le contrôle a porté sur le document suivant : « dépôt de la Marana - vérification du dimensionnement des installations de lutte contre l'incendie du parc à fioul du dépôt de la Marana selon l'arrêté du 3 octobre 2010 » référence DL-MOOOOPPPNEE2218 du 21 décembre 2018.</p> <p>Suite à l'analyse de la version précédente de ce document, il restait un complément à apporter par DPM. Il s'agissait de la justification sur l'établissement d'un tapis de mousse dans la sous-rétention adjacente à la sous-rétention en feu avant débordement de cette dernière.</p> <p>Les justifications apportées par DPM sur le temps de débordement d'une sous-rétention dans l'autre sous-rétention, renvoient au calcul de cubatures joint en annexe 1 de la note de dimensionnement incendie. Lors de l'inspection du 7 octobre 2022, l'inspection a procédé à 3 relevés de hauteur de muret afin de vérifier la corrélation avec le calcul de cubatures réalisé par COVADIS.</p> <p>Cette vérification n'a pas pu être menée, l'exploitant ne disposant pas, le jour de la visite, des hypothèses prises pour le calcul de cubatures de la note de dimensionnement.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Surveillance des eaux industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2014, article 8.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 8.2.1.1. Fréquences et modalités de l'autosurveillance de la qualité des rejets Au point de prélèvement spécifié à l'article 4.3.5.2, les eaux industrielles rejetées par bâchée d'un volume maximum de 10 m3 doivent respecter les paramètres suivants : <ul style="list-style-type: none">- Température à chaque bâchée- PH à chaque bâchée- Hydrocarbures à chaque bâchée- MEST toutes les trois bâchées- DCO toutes les trois bâchées- DBO5 toutes les trois bâchées
Constats : L'exploitant a fourni un tableau intitulé "Suivi du traitement des effluents 2022" qui fait état de 4 analyses effectuées sur les bâchées de 30 m3 aux dates suivantes : 22/01/2022, 15/02/2022, 10/03/2022 et 10/05/2022. Seule la bâchée du 22/01/2022 a été rejetée. Le rapport d'analyse fourni effectué par le laboratoire Eurofins sur un échantillon de cette bâchée ne donne pas de résultats sur le paramètre MEST. Les analyses effectuées sur les échantillons des autres bâchées étant non-conformes en DCO et DBO5, les effluents associés ont été évacués pour traitement vers le site de la société Valortec à Berre L'étang. Les bordereaux de suivi de déchets n°22S0007 et 22S0012 associés à ces opérations ont été transmis.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2014, article 1.4.2 et 71.5
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à jour de l'étude de dangers
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Article 1.4.2 mise à jour des études d'impact et de dangers Les études d'impacts et de dangers sont actualisés conformément aux dispositions réglementaires du code de l'environnement.</p> <p>Article 71.5 étude de dangers L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers. L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers</p> <p>Constats : La société DPM a remis en avril 2022 la « Notice de réexamen quinquennal de l'étude de dangers du dépôt de la Marana » référence 797665/10449408-RAP3-VO du 24 janvier 2021.</p> <p>L'examen de cette notice appelle les remarques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - page 11/34: les détecteurs incendie (sur les bacs) ne font pas partie des barrières de sécurité listées. - page 17/34: La liste n'intègre pas les suites données aux inspections de 2016, 2018, 2020 et 2021 notamment sur le dimensionnement incendie et le taux d'émulseurs pour les réservoirs. - page 27/34: la phrase suivante est à justifier "La gestion de la stratégie de lutte contre le scénario de feu de cuvette complète étudié dans l'étude de dangers, attendu après 2h30 de fuite du plus gros piquage n'est pas du ressort de l'exploitant". Il est indiqué "De même, comme prévue dans chaque « Fiche d'analyse de scénario d'incendie » du POI, l'organisation des tâches du POI dans chaque fiche opérationnelle « Mode opératoire d'exploitation » devraient être revues pour faire apparaître dès le départ la demande d'arrêt de l'alimentation en combustible en exploitation (procédure « stop pumping ») avant la fermeture des vannes d'entrée de bac. L'arrêt des pompes du navire permet de limiter la montée en pression dans la canalisation et ainsi d'éviter un deuxième scénario d'accident qui mobiliserait d'autres équipes d'intervention sur le parcours de la canalisation ou aggraverait le scénario d'accident sur le site du DPM". Où en est-on aujourd'hui? - page 32/34 : il serait utile que les scénarios dans le tableau soient précisés. - page 34/34: état d'avancement des 5 actions présentées. <p>Lors de l'inspection du 7 octobre 2022, DPM a indiqué que l'ensemble des réponses et compléments seront apportées avant la fin de l'année 2022.</p> <p>Lors de la visite sur site, l'inspection a vérifié :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la limitation à 7270 m3 de remplissage pour le plus gros bac (lors du dernier dépotage du 26 septembre 2022) le volume maxi était de 6670m3 ; - le volume présent dans la réserve incendie (97 % de 470 m3 soit 465 m3 présent) pour 470 m3 requis. A noter que le volume minimum d'eau prévu pour le scénario majorant est égal à 456m3 ; - le volume d'émulseurs présents (12 m3 selon la jauge extérieure mais sans indication chiffrée) pour un minimum requis de 7,3 m3 ; - la présence d'un PTI (protection travailleur isolé) pour le gardien. Le PTI est présent mais celui de rechange n'est pas chargé ; - la tenue du registre de vérification d'un détecteur de flamme (détecteur OJD TO 303 MJ) présent sur la cuvette de rétention. Une vérification annuelle en interne est faite, les justificatifs associés à celle de 2021 a été transmise par l'exploitant. Seul le résultat apparaît, sans que les modalités de vérification soit précisées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet